

Assemblée plénière
du Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte du 26
avril 2018

Motion relative à la non participation du Césem aux négociations sur
la crise mahoraise

Considérant que devant l'insécurité qui sévit à Mayotte, la population du département de Mayotte est massivement descendue dans la rue pour protester contre l'anarchie, la criminalité grandissante et l'impunité établie.

Constatant que, devant l'absence et le silence des élus politiques, les forces vives de notre île se sont organisées en Intersyndicale et en Collectifs d'associations diverses et variées qui sont chargées de parer à la situation de crise.

Prenant acte du dialogue engagé sur place avec la Ministre des Outremer venue rappeler la responsabilité de l'Etat et la nécessité impérieuse de restaurer son autorité.

Se félicitant de l'engagement du Gouvernement à rétablir progressivement la sûreté et un climat propice à un retour au vivre-ensemble en y associant non seulement les élus mais encore les délégués de l'Intersyndicale et des Collectifs du mouvement associatif.

Regrettant que le Gouvernement ait cru devoir limiter le dialogue ainsi instauré à Paris, le 19 avril courant, avec les seuls élus politiques de l'île en excluant totalement la société civile qui a conçu et réalisé l'actuel mouvement de protestation.

Trouvant très regrettable que la revendication sécuritaire de la population n'a pu faire l'objet d'annonces crédibles à ce jour,

Le Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte conformément à ses prérogatives prévues par la loi et après en avoir débattu et à l'unanimité,

- Rappelle aux pouvoirs publics qu'elle constitue l'Assemblée représentant légitimement la société civile organisée et qu'à ce titre elle est l'interlocutrice idoine pour porter la voix des organisations apolitiques concernées par la présente crise sociale à Mayotte.
- Espère dorénavant qu'elle sera associée aux travaux de recherche et de formulation des solutions aux problèmes soulevés par les Mahorais, le traitement de l'insécurité et les mesures de lutte contre de l'immigration illégale et de développement économique, social et environnemental de Mayotte.